

Parole du président

La notion de "culture" est aujourd'hui très difficile à définir.

Par abus de langage, on l'utilise souvent pour désigner les pratiques culturelles dans les sociétés modernes, et en particulier dans le domaine des arts et des lettres.

Mais en sociologie, elle s'étend à l'ensemble des connaissances, des savoir-faire, des traditions propres à un groupe humain, qui le soude et se transmet socialement.

Quelles que soient les idéologies auxquelles la culture fait référence, le développement local et les relations internationales ne peuvent aujourd'hui plus se concevoir sans la prise en compte de cette composante. En effet, propice aux échanges et rencontres, le domaine culturel fait partie intégrante des projets de coopération, contribuant à la stabilité des rapports entre les peuples. Le respect et la promotion de la diversité culturelle deviennent alors des ressorts fondamentaux pour permettre un développement pérenne.

La transversalité de la culture facilite, de plus, son inclusion dans les politiques de coopération, et en particulier dans le cadre de la coopération

décentralisée. C'est ce constat qui a d'ailleurs conduit Cités Unies France à organiser le colloque "Culture et action internationale des collectivités territoriales", qui s'est tenu les 18 et 19 avril dernier à Toulouse.

Ainsi, la coopération culturelle internationale ayant pris une importance accrue ces dernières années, les enjeux et les questionnements auxquels elle renvoie sont multiples :

- Comment monter un projet culturel à l'international ?
- Comment organiser l'accès à la culture pour tout public et promouvoir la diversité culturelle ?
- Comment "culture" et "relations internationales" se conjuguent-elles en levier pour favoriser les projets des collectivités territoriales ?
- Comment faciliter la circulation des artistes ici et là-bas et promouvoir les projets pérennes ?

Il est donc devenu urgent de nourrir les réflexions en la matière pour tenter d'apporter des réponses à ces problématiques et faire évoluer les pratiques.

Antoine BAILLOEUL, Président de Lianes coopération

Colloque 2013 : Culture et coopération internationale

Le colloque annuel de Lianes coopération, organisé en partenariat avec la Ville de Tourcoing, portera cette année sur le thème "Culture et coopération internationale". Il se tiendra le **mardi 3 décembre 2013**, avec pour but d'informer sur les pratiques nouvelles, de faciliter les échanges entre porteurs de projets et institutions, et d'encourager l'engagement en coopération culturelle en Nord-Pas de Calais et à l'étranger. Les échanges en plénière comme les ateliers proposés permettront de débattre autour des pratiques des porteurs de projets, et donc de construire des points de vue, des synergies et des perspectives. Des événements, prolongements du colloque en 2014, portés par des partenaires et par Lianes coopération seront présentés en clôture de la journée.

Par ailleurs, un recensement des acteurs et porteurs de projets dans ce domaine est en cours et sera diffusé à l'occasion du colloque dans le un guide de bonnes



Photo Street art à Beyrouth
www.courrierinternational.com, Dihzahyners

pratiques. N'hésitez pas à prendre contact avec Lianes coopération ou la Ville de Tourcoing pour faire connaître vos projets culturels liés à l'international.

> Contacts :

- Lianes coopération : François Derisbourg et Stéphanie Cathelain : f.derisbourg@lianescooperation.org, s.cathelain@lianescooperation.org ou au 03 20 85 10 96

- Ville de Tourcoing - Charlotte Lasne : clasne@ville-tourcoing.fr ou au 03 20 23 38 28

> Les guides des années précédentes sont téléchargeables sur le site de Lianes coopération www.lianescooperation.org, rubrique "Capitalisation"

Adhérez à Lianes coopération, c'est aussi faire vivre le réseau et s'en donner les moyens. Plus de 80 structures sont adhérentes, pourquoi pas vous ?

Sommaire

| | |
|--|----------|
| Parole du président | P. 1 |
| Vie du réseau | P. 2 - 3 |
| Le Forum Social Mondial 2013 ou une citoyenneté mondiale en construction | P. 2 |
| La semaine en 2013 : Un parrain engagé et un lancement national | P. 2-3 |
| Billet d'humeur de Salvatore Calvario | P. 3 |
| Actualité de la Solidarité internationale | P. 4 - 5 |
| Un an après la nomination du nouveau gouvernement, où en est-on en matière de coopération au développement ? | P. 4 - 5 |
| Aide au projet | P. 6 - 7 |
| Le DRAPP-Si fait peau neuve | P. 6 |
| Semaine de la solidarité internationale : l'édition 2013 déjà en route | P. 6 |
| C'est du jargon ! | P. 7 |
| Qu'est-ce que le co-développement ? | |

Brèves

Du sang neuf au CA de Lianes coopération

L'assemblée générale de Lianes coopération s'est tenue le 8 mai dernier à la Maison de quartier Vauban-Esquermes à Lille. Suite à un changement de statuts, le conseil d'administration est désormais élu pour trois ans et renouvelable par tiers chaque année. Cette année, en plus des 4 structures sortantes réélues, deux nouvelles associations ont intégré le CA :

- > **ASDC** – Association Solidarité-Développement pour le Cambodge – qui œuvre depuis 2005 en faveur du peuple Khmer.
- > **Touscan** – Tourisme, Solidarité, Coopération, Action, Aventure, Amitié entre les peuples, Nature – qui développe le tourisme solidaire au Nicaragua.

> Liste des nouveaux membres du CA et rapport d'activité disponibles sur www.lianescooperation.org.

Forum associatif Nord-Pas de Calais / Doukkala Abda : Retour et perspectives

Du 19 au 21 mars dernier à Safi (Maroc), se tenait la seconde édition du forum d'échanges associatif, co-organisée par les Régions de Doukkala Abda et du Nord-Pas de Calais, dans le cadre de la coopération décentralisée mise en place entre les deux Régions.

À cette occasion, une délégation portée par le Conseil Régional Nord - Pas de Calais et composée d'une quinzaine d'associations de la région s'est rendue sur place. Les membres de cette délégation ont souhaité faire partager leur expérience, en organisant un temps de restitution et d'échanges le **3 juillet dernier**.

> Comptes-rendus du forum de 2009 et 2013 disponibles sur demande auprès du Conseil Régional Nord-Pas de Calais : helene.fernagu@nordpasdecalais.fr.

Le Forum Social Mondial ou une citoyenneté mondiale en construction

Le 12^e Forum Social Mondial s'est déroulé sur le campus de l'Université de Tunis - El Manar, du 26 au 30 mars dernier. Francine Wallaert et Fabienne Montigny, du CDSI* y ont participé au sein de la délégation Ritimo et du CRID. Voici leur retour sur l'évènement.

«Un autre Monde est possible», voilà ce que réunissait 70 000 personnes du monde entier. Cinq jours dans une ambiance militante et festive autour d'un même idéal. Pour notre part, nous nous sommes principalement arrêtées sur les ateliers et les rencontres autour de la thématique du **Genre et de l'accès aux droits pour les femmes**.

La marche d'ouverture, la participation à l'Assemblée des Femmes et aux différents ateliers tels que **"Genre et Citoyenneté"**, **"Femmes et Développement en milieu rural"** ou encore **"Résolution des conflits en Afrique, quelle place et quels rôles pour les femmes"** ont permis de faire la connaissance de femmes, actrices de développement. Femmes rurales, femmes artisanes, femmes militantes...

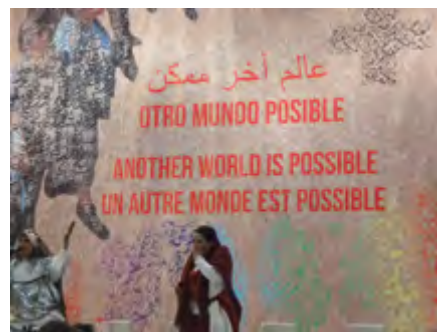


La semaine en 2013 : Un parrain engagé et un lancement national

Pour le lancement national de la Semaine de la Solidarité Internationale, c'est le **photographe humaniste REZA**, parrain de la 16^e édition, qui sera à l'honneur, au travers d'une exposition sur la thématique des droits humains : 21 portraits, dont 7 photographies inédites, seront réunis du **15 au 20 novembre 2013**, sur le Parvis de l'Hôtel de ville. Entrée libre et gratuite, avec le soutien de la Mairie de Paris.

Les acteurs sont également invités à organiser en parallèle sur leur territoire, le **samedi 16 novembre**, une même action dans l'espace public, la Solisphère, autour du slogan "Droits à l'essentiel". L'occasion de rendre visible de façon spectaculaire la solidarité internationale auprès des médias et des passants et de favoriser les échanges.

> Plus d'infos sur l'organisation de l'évènement en page 6



qui se battent chacune dans leur pays et avec leur moyens pour accéder aux droits et avoir une vie décente.

Deux moments forts du Forum Social Mondial nous reviennent en mémoire : la découverte de l'association tunisienne **ACDP, Association Citoyenne pour la Démocratie Participative**, née en 2011 suite à la Révolution de Jasmin et notre rencontre avec les femmes potières de l'**association Zahoua**, présentes sur le campus pour valoriser leur art issu de techniques ancestrales et informer sur leurs conditions de vie.

La participation à un tel évènement, dans un pays marqué par la révolution et où le mot démocratie cherche à prendre tout son sens, permet de mieux prendre conscience de certaines réalités vécues par le peuple tunisien et de renforcer les objectifs de sensibilisation et d'information de nos publics sur les mouvements citoyens à travers le monde.

Depuis le retour en France, des liens se sont construits entre le CDSI et ces associations. Un projet de résidence à Boulogne-sur-Mer dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale est né. **Rendez-vous en novembre.**>

Francine WALLART et Fabienne MONTIGNY - CDSI*

*Centre de documentation, d'information et d'animation pour le Développement et la Solidarité Internationale



Billet d'humeur de Salvatore CALVARIO, président de TOUSCAN, administrateur de Lianes coopération

Sur notre planète, tandis que le nombre d'habitants continue de croître, la déforestation et le nombre des catastrophes naturelles avancent implacablement, avec leurs lots de réfugiés contraints de fuir leurs habitations. D'après un rapport de l'ONU, en 2008, ce sont 20 millions de personnes qui ont dû se déplacer à l'intérieur de leur propre contrée, sans compter celles qui choisissent de passer clandestinement les frontières pour s'installer dans un autre pays afin de trouver travail et sécurité espérant se mettre à l'abri de tels dangers. C'est le cas de nombreux Nicaraguayens qui rejoignent illégalement les États-Unis à la recherche de meilleures conditions de vie. Au plan mondial, les ONG ont prévu que le nombre de personnes touchées par les crises climatiques augmenterait de 50% chaque année pour atteindre près de 375 millions de personnes en 2015.

Au Nicaragua, c'est depuis des siècles qu'au Nord-Est du pays les Miskitos, peuples autochtones d'Amérique centrale, vivent au rythme et à l'écoute de la Nature; désormais, ils perdent leurs repères traditionnels : les grues blanches, la floraison des plantes, les poissons d'argent... n'annoncent plus la saison des pluies et les inondations les surprennent sans aucun signe avant coureur.

Bien sûr, face à tout cela, tant ici que là-bas, des communautés, des associations, des citoyens s'emploient à mobiliser les populations. Davantage sensibilisés à ces problèmes qui menacent leur avenir,

les plus jeunes cherchent à mieux connaître et à comprendre les risques que, par leur inconscience, les Hommes font courir à la planète.

Des réponses qui seront données aux grandes urgences - variations climatiques, devenir social, protection de la nature et de l'environnement, respect de la biodiversité- dépend l'avenir de tous ! Les Nicaraguayens le savent bien ! La situation géographique et géologique de leur petit pays les place en première ligne des catastrophes naturelles. Les ouragans destructeurs, les séismes, les éruptions volcaniques atteignent de façon cyclique une population déjà menacée économiquement. Des organisations d'état comme, l'Institut Nicaraguayen des Études Territoriales, mettent en place des actions de prévention et de soutien, mais elles le font avec peu de moyens. Il est donc indispensable de les aider par la coopération dans la recherche scientifique et le développement des technologies vertes (conclusion du fond mondial pour la Nature, en marge du sommet de Copenhague de 2009).

Si dans nos pays industrialisés nous développons des technologies nouvelles, il est inconcevable de le faire sans organiser la coopération avec les pays les plus pauvres. Cela concerne les États, les scientifiques, les sociétés civiles et c'est en ce sens que nous avons tous un rôle à jouer...
Que chacun se mobilise à travers ses choix !

Salvatore CALVARIO, TOUSCAN

> Source : Le "23" - Maison régionale de l'environnement et des solidarités



Crédit photo : Reza/Webistan - www.rezaphoto.org

Philanthrope, idéaliste, humaniste, architecte de formation et célèbre photojournaliste, il parcourt le monde depuis 30 ans, témoin des guerres et des instants de paix. Plus qu'un photographe, Reza est un homme engagé, comme le prouve son soutien de la Semaine de la solidarité internationale.

Brèves

Plateforme web internationale du Conseil régional Nord-Pas de Calais



À l'initiative du Conseil régional, une plateforme web internationale a été lancée le 26 juin lors de la 7^e conférence permanente du Schéma Régional de Développement Économique.

Conçue comme un hub support de communication de tous les acteurs de l'ouverture à l'international de la région Nord-Pas de Calais, cette plateforme comporte plusieurs volets relatifs au développement à l'international des entreprises régionales, à l'attractivité du territoire, à la promotion des investissements étrangers et aux coopérations internationales.

En qualité de réseau régional multi acteurs de la coopération internationale, Lianes coopération a été associée à la conception de cette plateforme. L'observatoire régional qu'elle tient permettra d'alimenter régulièrement l'espace dédié au recensement des acteurs et projets à dominante économique, et en particulier au travers d'une carte interactive.



Un an après la nomination du nouveau gouvernement,



Crédit photo : www.one.org

Il y a un an jour pour jour, le 21 juin 2012, le président de la République nommait un nouveau gouvernement. Laurent Fabius devenait alors ministre des affaires étrangères et Pascal Canfin son ministre délégué, chargé du développement.

De la cartographie des projets d'éducation au développement à la promotion

de l'action extérieure des collectivités en passant par la lutte contre la fraude fiscale, nombreux ont alors été les dossiers pris à bras le corps.

Parmi ceux-ci, l'un des plus conséquents et des plus attendus par les acteurs du développement : les **"Assises du développement et de la solidarité**



© Présidence de la République, L. Blevennec

Clôture des Assises du développement et de la solidarité internationale, 1^{er} mars 2013

Retour sur les Assises du développement et de la solidarité internationale

Avec 4 mois d'échanges, de débats et de propositions, plus de 600 participants, 250 contributions écrites et 19 tables rondes, les Assises ont lancé la rénovation de la politique française de développement, autour de 5 chantiers principaux : les droits humains et la promotion des femmes, la transparence

et l'efficacité de l'aide au développement, la cohérence des politiques publiques, la concertation des acteurs non gouvernementaux et enfin les nouveaux modèles économiques au cœur de la politique française de développement.

Coordination sud* ayant considérablement contribué à ces Assises, nous avons souhaité avoir les échos de ses membres sur les conclusions de cette concertation tant attendue

Impressions de Bénédicte HERMELIN, vice-présidente de Coordination SUD et chef de file du chantier 4

« À retenir des discussions la nécessité d'une approche par les droits, de la lutte contre les inégalités au premier rang desquelles les inégalités femmes-hommes, de dépasser les clivages Nord-Sud, de mettre en place des régulations internationales, de mettre en avant la question de la durabilité, d'impliquer la société civile et l'ensemble des acteurs concernés, notamment les collectivités territoriales.

En vue de la séance finale, Coordination SUD a élaboré des positions autour de trois points majeurs. La nécessité, pour le post-2015, de prendre en compte les inégalités, la finitude des ressources, et l'approche par les droits : pour cela, elle demande à la France de contribuer à la **construction d'un consensus pour le développement en faveur d'une transition écologique et sociale**, qui intègre la prévention et la gestion des crises, dans une perspective de développement.

Au-delà de ces positions, deux évolutions clefs nous paraissent incontournables : la nécessité d'un espace

de concertation permanent, pluri-acteurs et recouvrant l'ensemble du champ de la solidarité internationale, mais surtout l'adoption d'une **loi d'orientation et de programmation de la politique de développement et de solidarité internationale**. Cette dernière permettrait de renforcer la légitimité démocratique de cette politique, de fixer une programmation budgétaire cohérente avec les engagements de la France et de favoriser transparence et cohérence des politiques.

Très attendu, le discours de clôture de François Hollande a répondu positivement à certaines de ces attentes : promotion de l'égalité femmes-hommes, préservation de l'environnement, **création d'un Conseil national du développement et de la solidarité internationale (CNDSI)**, assouplissement pour l'obtention des visas et annonce de la mise en chantier de la loi pour une adoption prévue début 2014.

Mais le Président a aussi déçu. Il a limité la préservation de l'environnement à l'accès aux énergies renouvelables. Il a affiché

Au total, s'il fallait ne retenir qu'une seule autre impression des Assises, ce serait la présence active de l'ensemble des acteurs : des ONG aux chercheurs en passant par les syndicats, les entreprises, les fondations, les collectivités locales et les parlementaires (nationaux et européens). Cela témoigne de la demande (de l'exigence?) de la société civile en matière de concertation, et donc d'espaces organisés pour cela."

Robert TOUBON, *Équilibre et populations, membre de la commission Genre de Coordination SUD*

la sécurité comme un objectif de la politique au développement, avec un risque fort d'amalgame entre intervention armée, action humanitaire et développement. Il n'a pas abordé la question pourtant centrale des droits humains ou de la lutte contre les inégalités. Il restera aux ONG à continuer à contribuer aux débats, dans le cadre du futur Conseil, dans la préparation de la loi, pour que les droits et les questions sociales ne soient pas les grands oubliés de la politique de solidarité internationale de la France. Une telle chose serait incompréhensible aux yeux des sociétés civiles, française et des autres pays, pour qui la France reste le pays des droits de l'Homme."

Bénédicte HERMELIN

*Coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale.

où en est-on en matière de coopération au développement ?

internationale". Présidées par Pascal Canfin, elles se sont tenues du 5 novembre 2012 au 1^{er} mars 2013.

Un autre des projets ambitieux entrepris par le Ministère est la reprise de la coopération civile avec le Mali. En effet, après le coup d'État du 22 mars 2012, la France avait suspendu

la majeure partie de ses coopérations avec le Mali. Peu à peu, certaines d'entre elles furent relancées jusqu'à la reprise de la coopération civile le 18 février 2013. Dans ce contexte, les différents outils de coopération sont aujourd'hui revus pour répondre aux défis de la sortie de crise.

Au travers de ce dossier, Lianes coopération souhaite faire le point sur ces deux gros chantiers et sur la manière dont ces travaux sont perçus par les acteurs de la coopération internationale.



Comment repenser la coopération avec le Mali ?

"Il n'y a pas de développement possible sans sécurité, mais il n'y aura pas de sécurité durable sans développement"

Pascal Canfin

Dans le cadre de la relance de la coopération franco-malienne, le Ministère des Affaires Étrangères s'investit de façon considérable dans la préparation de l'après crise. De la "Conférence des collectivités territoriales pour la paix et le développement du Mali" du 19 mars à Lyon à la "Conférence des donateurs pour le développement du Mali" à Bruxelles le 15 mai, en passant par le "Séminaire de la diaspora malienne pour la paix et le développement au Mali" qui s'est tenu le 10 avril à Montreuil, les temps de consultation des acteurs se multiplient.

Mais concrètement, comment cette nouvelle dynamique et les enjeux qui en découlent sont-ils perçus et intégrés sur nos territoires ?

Pour répondre à ces questions, nous avons rencontré Nadine Savary, adjointe au maire de la Ville d'Orchies, en coopération décentralisée avec la ville de Bandiagara au Mali, et Martine Goormachtigh, présidente de l'association "Avec et pour le Mali" engagée pour sa part depuis plusieurs années en faveur de la scolarisation des filles et des actions de développement durable.

Rencontre avec Nadine SAVARY et Martine GOORMACHTIGH

LC : Avant tout, comment la Ville d'Orchies a-t-elle décidé de s'engager en coopération décentralisée au Mali ? Quel a été le détonateur ?

NS : Il s'agissait à l'origine d'une volonté de Dominique Bailly, sénateur-maire, très soucieux de la situation dans ce pays, et de Martine Goormachtigh, présidente de l'association "Avec et pour le Mali". Nous soutenons cette association depuis longtemps mais étant convaincus qu'une approche de collectivité à collectivité était essentielle pour renforcer les projets, nous avons souhaité devenir nous-mêmes acteur de cette coopération.

MG : En effet, la Ville d'Orchies nous accompagne depuis l'origine de l'association. Aujourd'hui, c'est sur notre expertise qu'elle s'appuie pour ce nouveau projet, et cela montre bien la complémentarité que peuvent avoir différents acteurs d'un même territoire.

LC : Que pensez-vous de la démarche engagée par le Ministère des Affaires Étrangères dans la relance de la coopération franco-malienne ?

MG : "Agir avec et pour le Mali" faisant partie du groupe de réflexion mis en place

pour d'aider le cabinet ministériel à avancer sur ce sujet, nous sommes évidemment très favorables à cette démarche.

Cependant, au-delà d'avoir réellement fait évoluer nos réflexions, la rencontre du 19 mars co-organisée par le Conseil Régional Rhône-Alpes et Cités Unies France nous a surtout permis de rencontrer une multitude d'acteurs convaincus comme nous de la nécessité de favoriser une cohérence entre les différentes actions et de mutualiser les savoirs et les savoir-faire.

LC : L'un des piliers sur lequel ils insistent est la mobilisation des collectivités territoriales. Quel rôle pensez-vous que celles-ci puissent jouer ?

NS : Je pense qu'au-delà de l'implication des ONG et des associations locales, deux acteurs sont incontournables : la diaspora et les collectivités territoriales. L'un des rôles essentiels de ces dernières est de coordonner les actions et de favoriser la mise en synergie des acteurs, pour une meilleure cohérence d'ensemble. Mais les collectivités locales maliennes ont elles aussi un rôle à jouer dans la sortie



Crédit photo : MAE/F. de la Mure

Pascal Canfin, lancement des Assises du développement et de la solidarité internationale, 5 novembre 2012

de crise. La remise en route des services publics de proximité, la relance des investissements de proximité dont l'économie malienne a besoin ou encore l'apaisement des tensions entre communautés sont autant d'évolutions qui dépendent essentiellement des institutions. C'est d'ailleurs dans ce contexte, et au vu de cette nécessité de favoriser plus de cohérence dans ces actions, qu'est née l'idée de réaliser un colloque. Réunissant l'ensemble des acteurs de la région impliqués au Mali, il devrait se dérouler sur deux jours, en fin d'année 2013, à Orchies.

Propos recueillis par Olivia MAILFERT, Lianes coopération

> Plus d'infos à venir sur www.lianescooperation.org.

Brèves

Sortie de la 1^{ère} édition du fascicule de la coopération décentralisée en Nord - Pas de Calais

Offrir aux habitants du Nord-Pas de Calais une vision globale de l'engagement régional des collectivités locales en matière de coopération et de solidarité internationale, telle est l'ambition du fascicule que Lianes coopération diffusera à la rentrée prochaine.

Le recensement ainsi effectué a pour objectif de présenter la diversité des initiatives de solidarité et de coopération internationale menées en Nord-Pas de Calais identifiées grâce à l'observatoire de Lianes coopération soutenu par le Conseil régional et le Ministère des Affaires Etrangères. Ces démarches reflètent toutes, à leur manière, la volonté de ne pas rester indifférent aux inégalités et d'agir concrètement pour que des alternatives émergent, ici comme ailleurs.

La connaissance des acteurs et de leurs actions est un levier nécessaire pour fédérer l'existant. Ce panorama de l'ensemble des actions menées par les collectivités locales du Nord - Pas de Calais permettra donc de connaître les projets réalisés ou en cours et de favoriser les partenariats, pour une meilleure cohérence d'ensemble.

31 collectivités recensées, près de 150 projets identifiés, retrouvez ce fascicule dès septembre 2013 sur le site internet de Lianes coopération www.lianescooperation.org



Le dispositif régional d'appui aux porteurs de projets de solidarité internationale – DRAPP-Si – fait peau neuve

Lianes Coopération pilote depuis près de cinq ans le **DRAPP-Si, dispositif régional d'appui aux porteurs de projets de solidarité internationale**. En septembre 2012, il devient "Agir à l'International", et change de communication et de visuel ! **L'objectif : gagner en clarté.**

Les missions restent les mêmes : **informer et orienter** les personnes et associations désireuses de s'engager à l'International (projet citoyen dans un pays du Sud, actions de sensibilisation à la solidarité internationale, volontariat...). Deux fois par mois, la cellule organise une **réunion d'information** qui brosse les différentes aides et financements et présente les structures d'appui de la Région.

Agir à l'International poursuit d'autre part son travail de **mise en réseau des 27 structures** vers lesquelles elle oriente les porteurs de projets. Les rencontres et les formations organisées par la cellule d'animation favorisent les échanges entre ces différentes structures ainsi que leur montée en compétence.

Cette année, un film a également été réalisé afin de mettre en lumière leurs activités et les projets accompagnés. Il est visionnable sur le nouveau site internet **www.agiralinternational.fr**, qui réunit également diverses informations pratiques sur les réunions d'information, l'actualité des structures membres ou encore les ressources existantes pour monter un projet de solidarité internationale.

Semaine de la solidarité internationale : l'édition 2013 déjà en route

La 16^e édition de La Semaine se tiendra du **16 au 24 novembre 2013** partout en France.



Les outils nationaux 2013 à commander

Cette année, la coordination nationale renouvelle ses outils de communication à disposition des groupes locaux. Outre l'appel à mobilisation et la plaquette, 6 supports imprimés diffusés sont utilisables. Pour s'adapter au mieux aux besoins

des acteurs, des **supports numériques "prêts à l'emploi"** ont été créés. Il suffit de compléter avec les informations locales et d'imprimer. Ils sont d'ores et déjà disponibles sur le site de La Semaine, www.lasemaine.org.

Les dossiers de candidature "Coup de Pouce" sont en ligne !

Dans le cadre de l'organisation des animations, la pédagogie et la créativité des organisateurs peuvent être soutenues financièrement par la coordination nationale : c'est le dispositif "Coup de pouce".

La Semaine cherchant à promouvoir et valoriser les dynamiques collectives, l'effort de regroupement de structures dans un même

secteur géographique sera pris en compte dans l'étude des dossiers.

N'hésitez pas à contacter et à vous rapprocher de structures participant déjà à La Semaine près de chez vous, particulièrement les collectifs et/ou acteur pôles référents, dont la liste est accessible sur le site de la coordination régionale en Nord - Pas de Calais : Lianes coopération.



Le partenariat avec le Mois de l'Économie Sociale et Solidaire est renouvelé

Pour la 3^e année en Nord - Pas de Calais, la Semaine de la Solidarité Internationale et le Mois de l'Économie Sociale et Solidaire réitèrent leur partenariat en 2013.

Ce temps fort, qui réunit durant tout le mois

de novembre les animations les plus variées pour montrer au grand public une autre façon de concevoir l'économie, est porté dans la région par l'APES-Acteurs pour une économie solidaire et la CRESS Nord-Pas de Calais-Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire.

C'EST DU JARGON!

Qu'est-ce que le co-développement ?

Le co-développement est un concept ancien dont la signification a considérablement évolué. Dans les années 60, l'aide publique au développement était basée sur les besoins des États contractants, sans aucune référence à la migration.

Depuis les années 90, la nouvelle conception du "co-développement" est fondée sur la complémentarité entre migration et développement : *"Elle vise surtout à renforcer l'intégration en France tout en favorisant la solidarité active avec les pays d'origine (...). Elle signifie le dépassement de la coopération pour l'instauration d'objectifs communs. L'intérêt partagé de la France et des pays d'origine est de faire de l'immigration un vecteur de développement"* (Sami Naïr, 1997).

En 2003, le co-développement a été redéfini par le gouvernement français comme "la valorisation de l'action des migrants en faveur de leur pays d'origine quelle qu'en soit la forme (...)", orientant essentiellement les programmes dans ce sens.

En mai 2007, la création du Ministère de l'immigration, de l'intégration et de l'identité nationale, auquel a été accolé le terme "co-développement", a provoqué un amalgame entre co-opération et co-développement, entre la solidarité internationale classique et le triptyque autrement plus complexe "migrations, citoyenneté et développement". La substitution du terme "co-développement" par "développement solidaire" qui a suivi n'a fait que renforcer cette confusion.

De plus, depuis 2006, la généralisation des accords de gestion des flux migratoires et de développement solidaire, et l'octroi de fonds spécifiques en fonction de ceux-ci, nous interroge sur ce nouveau système de conditionnalité de l'aide publique française.

Or le co-développement devrait plutôt se concevoir comme un processus de **développement partagé**, simultané entre "ici" et "là-bas". Les migrants, vecteurs de co-développement, sont les passeurs de ces pratiques de solidarité selon le continuum "territoires d'origine, de transit et d'accueil".

En ce qui concerne les politiques des pays d'origine, cette conception est malheureusement très peu prise en compte et les attentes des migrants trop rarement l'objet de concertation. Comment dès lors envisager l'élaboration de politiques concertées et de mécanismes administratifs sans associer les acteurs des territoires d'origine ?

Si la recherche dans ce domaine commence à peine en Europe, il est urgent de la mener conjointement en Afrique. En réalité, seuls quelques rares territoires à travers le monde peuvent se targuer de pratiques de co-développement dynamiques et régulières.

Si les transferts financiers – les remises – des migrants de leur territoire d'accueil à leur territoire d'origine sont la deuxième source de flux financiers à travers le monde, les projets de co-développement menés entre les "ici" et les "là-bas" sont loin d'être généralisés.

"Le co-développement c'est un processus de développement – aussi bien des régions d'origine que d'accueil – par la mobilité, par les échanges... par les migrations." (GRDR - ONG Européennes-Eu-Nomad, Avril 2007, Paris)

La coopération décentralisée, principal creuset des dynamiques de co-développement

Le GRDR souligne l'intérêt de mettre en valeur le continuum territorial de ces espaces migratoires (le "double-espace") afin de construire des articulations économiques, sociales et culturelles fortes et pérennes.

Mais la valorisation des migrants **partenaires du développement local de leur commune d'origine et acteurs de développement local de leur commune de résidence** offre une alternative aux communes françaises engagées en coopération décentralisée.

Cela stimule les échanges sur des problématiques partagées au Nord comme au Sud **de démocratie participative, de concertation locale, d'aménagement du territoire...** Ces liens favorisent les interactions citoyennes et l'interculturalité, et participent à la démocratisation des actions de solidarité internationale. Ils illustrent les potentialités d'une coopération décentralisée vectrice d'enrichissements mutuels et donne du sens au concept novateur de co-développement local.

Celle-ci permet en effet de substituer à la "double-absence" des migrants (A. Sayad) – étranger ici, toubab là-bas – une "double-présence" – citoyens ici, citoyens là-bas – qui génère autant de dynamiques de co-développement.

Olivier LE MASSON, Directeur des Programmes Afrique du GRDR*

*Groupe de recherches et de réalisations pour le développement rural

> Plus d'infos sur www.grdr.org

Brèves

Le site de Lianes coopération fait peau neuve !



Afin de valoriser la toute nouvelle base de données du réseau, Lianes coopération a décidé de relooker son site Internet. Plus clair et plus allégé, ce tout nouveau site verra le jour à la rentrée prochaine. L'accès aux informations sera nettement facilité, en particulier grâce à une recherche par type d'acteurs et des accès directs aux principaux projets du réseau. La grande nouveauté : la création d'une "bourse aux partenariats"...

Du changement dans l'équipe de Lianes !

En novembre 2012, Lianes coopération a obtenu l'agrément service civique permettant à l'association d'accueillir des volontaires en service civique.

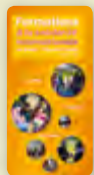
C'est dans ce cadre que Coumba et Sarah ont intégré l'équipe en décembre dernier. Cependant, à peine arrivées, elles vont déjà devoir nous quitter, leur mission arrivant

à son terme en août prochain. Bonne chance à vous deux pour vos projets professionnels et encore merci !



L'association recherche donc deux nouveaux volontaires pour nous accompagner dans la réalisation de nos activités. N'hésitez pas à nous contacter !

Formations 1^{er} semestre 2013



Le programme des formations en Nord - Pas de Calais est disponible chez Lianes coopération. N'hésitez pas à nous le demander ou à le télécharger sur www.lianescooperation.org

Comment adhérer à Lianes coopération ?

Lianes coopération anime le réseau des acteurs de la région Nord - Pas de Calais impliqués dans des actions de Coopération internationale.

Vous pouvez manifester votre engagement actif dans cette dynamique de partage de connaissances, d'expériences et de compétences avec les autres acteurs de la Coopération internationale, en adhérant à l'association.

Pour faire la démarche, consultez le site www.lianescooperation.org, onglet "Adhérer à Lianes".

Montant des cotisations :

- 30€ pour les associations, établissements scolaires et universitaires, cliniques et hôpitaux, organismes socioprofessionnels et consulaires
- 200€ pour les collectivités de moins de 20000 habitants
- 500€ pour les collectivités ayant entre 20000 et 40000 habitants
- 1000€ pour les Collectivités de plus de 40000 habitants

Lianes électro

Lianes coopération diffuse chaque mois, une lettre d'information électronique à près de 2.500 personnes qui ont communiqué leur adresse e-mail. Si vous souhaitez être destinataire de cette lettre, envoyez un message à l'adresse suivante : lianescooperation@wanadoo.fr en précisant votre demande.

Ayez le réflexe !

Adhérents, vous pouvez participer à la rédaction de ce Bulletin en nous communiquant l'actualité et les projets de votre organisme.

> Contact : *Lianes coopération au 03 20 85 10 96*

Ce bulletin à parution trimestrielle est édité à 3000 exemplaires et envoyé à tous les organismes du Nord - Pas de Calais engagés dans la coopération internationale ayant répondu au questionnaire de recensement de Lianes coopération ainsi qu'aux partenaires en et hors région.

Partenaires financiers de Lianes coopération :



Les structures adhérentes à Lianes coopération

- A.A.P.I, Association d'Animation de Prévention et d'Insertion (Tourcoing)
- ABC d'Ailleurs (Tourcoing)
- ABN (Villeneuve d'Ascq)
- ADES - Appui au Développement des sciences de la santé au Sud (Lille)
- AES Action Éducation Solidarité (St Omer)
- AFDI Nord - Pas de Calais (St Laurent Blangy)
- Agir Abcd Nord - Pas de Calais (Lille)
- Aider et Connaître (Fort Mardyck)
- Amitié-Partage avec Akono (Valenciennes)
- Angata Lambersart (Lambersart)
- Apj Togo (Bailleul)
- ASDC (Roncq)
- Association de jumelage - coopération Roncq - Sélinkégné (Roncq)
- AVERS - Association pour la valorisation des Énergies renouvelables au Sénégal (Lomme)
- Ayecama (Ronchin)
- Bani Kono (Bambecque)
- Cadrasié (Lille)
- Cap Solidarités (Lille)
- CCFD Terre Solidaire (Lille)
- CDSI (Boulogne sur Mer)
- Centre socioculturel Audrey Bartier (Wimereux)
- Ch'Faid (Libercourt)
- Comité Départ (Genech)
- Comité Tinkaré Mali (Faches Thumesnil)
- Compain (Marquette Lez Lille)
- Concordia Relai Nord - Pas de Calais et Picardie (Amiens)
- CORENS (Lille)
- Coups de Cœur Burkina Faso (Proville)
- CRDTM (Lille)
- Diapason (Dunkerque)
- Dihozi (Mons en Baroeul)
- ELANS (Halluin)
- Élevages Sans Frontières (Wasquehal)
- Embardee (Hesdin)
- Ent'raide France Mali (Villeneuve d'Ascq)
- ESSOR (Marcq en Baroeul)
- Fédération régionale des Maisons Familiales rurales (Longpre Les Corps Saints)
- France Liban coopération (Mons en Baroeul)
- Fraternité tout horizon (Dunkerque)
- GRDR - Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural (Lille)
- GREF Région Nord (Lille)
- Guillaume de Rubrouck (Rubrouck)
- Imiks Imik (St Omer)
- Kabé - Bénin (Loos en Gohelle)
- Lambersart Kaviev Ukraine (Lambersart)
- Le Partenariat (Lille)
- Loos N'Gourma (Loos en Gohelle)
- Maison de la Polonia (Hébin Beaumont)
- Maison des Himalayas 59 (Berthen)
- Marena Diombougou Trois Pays (Guines)
- Mayacoer (Mons en Baroeul)
- Merville-Togo (Merville)
- MJC d'Halluin (Halluin)
- MJC Virolois (Tourcoing)
- MRJC Nord - Pas de Calais (Arras)
- Natifs (Hesdin)
- Partage Enfance Mali (Dainville)
- Petits frères d'Afrique (Avion)
- SCI Région Nord (Lille)
- Service Échange Coopération (Lille)
- SIDI (Paris)
- Solibama (Lille)
- Timoun d'Haïti (Villeneuve d'Ascq)
- Touscan (Wattrelos)
- Tunisiens des deux Rives (Villeneuve d'Ascq)
- Un filleul pour Madagascar (Douai)
- VNMSF (Mons en Baroeul)

Collectivités territoriales

- Communauté d'Agglomération du Calaisis (Calais)
- Communauté d'Agglomération de la porte du Hainaut (Wallers)
- Communauté urbaine de Dunkerque (Dunkerque)
- Communauté urbaine de Lille Métropole (Lille)
- Conseil général du Nord (Lille)
- Conseil général du Pas de Calais (Arras)
- Région Nord - Pas de Calais
- Ville de Halluin
- Ville de Le Portel
- Ville de Lille
- Ville de Linselles
- Ville de Loos en Gohelle
- Ville de Maubeuge
- Ville de Roubaix
- Ville de Tourcoing

Lianes coopération, Réseau multi-acteurs de coopération internationale en Nord-Pas de Calais, vous propose, toute l'année :

- un observatoire de l'actualité de la coopération décentralisée et de la Solidarité internationale en région et ailleurs
- des formations d'aide au montage de projet et à la recherche de financements
- un appui-conseil individualisé aux porteurs de projets de territoire à territoire ou d'envergure régionale (les autres appuis sont pris en charge par le DRAPP)
- une mise en synergie des compétences et des ressources en appui

Bulletin d'information de Lianes coopération

Président : Antoine Baillœul • Directrice de publication : Angélique Vincent • Coordination de la rédaction : Olivia Mailfert • Ont participé à la réalisation de ce numéro : Pascale Choquet, Antoine Baillœul, François Derisbourg, Sarah Charr, Coumba Sarr, Pascale Pavy, Pauline Casalegno, Olivier Ruel, Olivia Mailfert, Salvatore Calvaca, Francine WALLART, Fabienne Montigny, Jean-Pierre Dubois, Bénédicte HERMELIN, Robert TOUBON, Nadine SAVARY, Martine GOORMACHTIGH, Olivier LE MASSON • Maquette : T!tane • Imprimerie : La Monsoise, 5 Av. Léon Blum - 59371 Mons en Barœul • ISSN : 1630 - 2729 • Imprimé sur papier recyclé

S/c Maison régionale de l'environnement et des solidarités

23 rue Gosselet 59000 Lille • Tél/fax : 03 20 85 10 96 • lianescooperation@wanadoo.fr • www.lianescooperation.org